

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du Général De Gaulle – BP 1354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 20/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCCU CENTRALE THERMIQUE

RUE HENRY WILHELM
68000 COLMAR

Références : 0387_2022_06_08_SCCU_inspAN1.2.4 (rejets)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 à la chaufferie exploitée par la SCCU CENTRALE THERMIQUE implantée RUE HENRY WILHELM 68000 COLMAR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCCU CENTRALE THERMIQUE
- RUE HENRY WILHELM 68000 COLMAR
- Code AIOT dans GUN : 0006700387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La centrale thermique assure la production d'eau surchauffée et de vapeur pour l'alimentation en chauffage et en eau chaude du centre-ville de COLMAR et de ses quartiers Ouest. En cours de travaux, elle sera équipée de 4 chaudières fonctionnant au gaz naturel qui remplaceront certaines des chaudières actuelles. La chaudière biomasse existante restera en fonctionnement sans être modifiée. Le constat ne porte que sur les rejets de cette chaudière (biomasse).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action Nationale 2022 (2.1.4. Réseau et canalisation) : rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Valeur limite d'émissions (VLE)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Chap II	/	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fréquence de la surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article chap V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La valeur limite de rejets en poussière est dépassée sur les rejets de la chaudière biomasse. L'exploitant n'a pas transmis de commentaires, ni proposés de mesures pour un retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Valeur limite d'émissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 06 avril 2022, art. 4				
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques				
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE de l'arrêté préfectoral n° 64240 du 16 septembre 1980 modifié par l'arrêté préfectoral n°2010-123-8 du 3 mai 2010 susvisés sont remplacées par les dispositions suivantes : « Article 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE : (...) Article 4.4 - AIR - Valeurs limites de rejet (...) Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :				
Nature de l'installation	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	Flux annuel global t/an (*)
(...)				
Installation de combustion comprenant la chaudière n°5 - débit maxi: 14 500 m ³ /h - (**) flux calculés sur la base d'un fonctionnement du 15 septembre au 15 avril (3900 h/an)	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	Flux annuel t/an (**)
	(...)			
	Poussières	15	0,22	0,85
	(...)			
(...) Le bilan des mesures est transmis (...) accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. (...)				
Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'essais de l'Apave n°2247925-B datant du 10/06/2022 pour une intervention sur site datant du 23/02/2022 au 25/02/2022. Les mesures des rejets atmosphériques de la chaudière n°5 (biomasse) montrent un dépassement sur le rejet de poussières. Valeur mesurée : 17.47mg/Nm ³ alors que la valeur limite est de 15 mg/Nm ³ . L'exploitant n'a transmis aucun commentaire, ni aucune proposition d'actions correctives.				
Observations : La chaudière biomasse est à l'arrêt en période estivale. Le prochain contrôle ne pourra être réalisé que lorsque celle-ci sera remise en fonctionnement cet automne.				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription				

Nom du point de contrôle : Fréquence de la surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article chap V
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : - une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : L'exploitant a remis un rapport d'essai datant de moins d'un an réalisé par un organisme agréé.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet